

Adhésion de la Guinée-Bissau à la Convention sur l'Eau, un impact fort pour la mise en place du projet régional de coopération du Bassin Aquifère Sénégal-Mauritanien (BASM).

Hilario SANHA, Directeur de
l'Approvisionnement en Eau et Assainissement
Direction-Générale des Ressources
Hydriques, Guinée-Bissau

Durée max présentation : 15mn
Nbre diapos max : 12

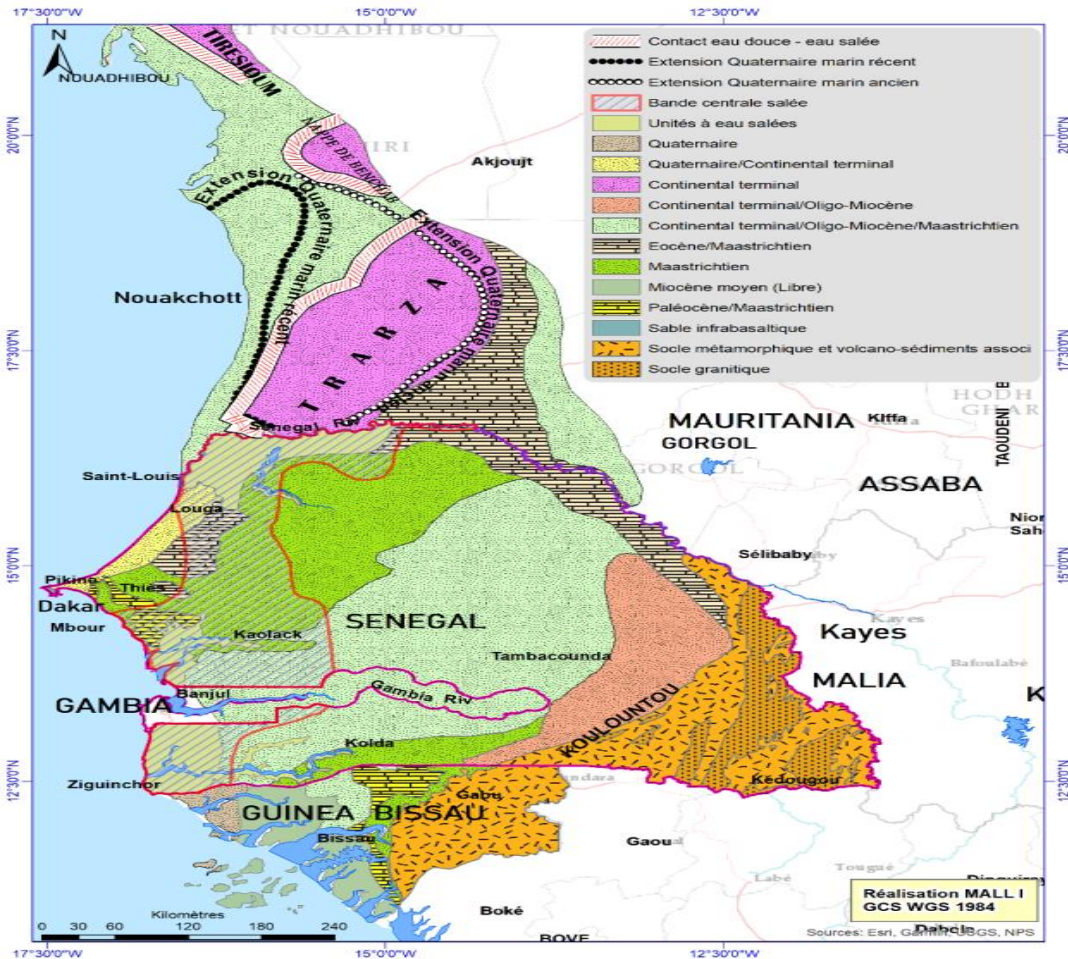
Splendid Hotel. 28,29,30 Novembre 2023, Ouagadougou, Burkina Faso



Plan de présentation

- Problématiques
- Objectifs
- Mise en œuvre et mesures prises
- Résultats atteints
- Leçons apprises
- Recommandations

Bassin aquifère sénégal-Mauritanien (BASM)



- Superficie 331.450 km² : 100% de la Gambie, 41% de la Guinée Bissau, 14% de la Mauritanie, et enfin 84 % du Sénégal
- Population estimée à 11.930.000 habitants (Altchenko & Villholth, 2013)
- Les BVs des 2 OBT (OMVS, OMVG) partagent le BASM : presque 50% de leurs superficies, respectivement 32 % et 18%

Problématiques

- ✓ Les pays du BASM sont dépendants à plus de 80 % des ressources en eaux souterraines pour satisfaire les besoins de leurs populations;
- ✓ Loin des cours d'eau, les eaux souterraines sont la principale (souvent la seule) source d'eau pour les populations;
- ✓ Les centres urbains, tels que les villes de Dakar, Banjul, Bissau et Nouadhibou, ont une dépendance élevée aux eaux du BASM;
- ✓ La coopération transfrontière étant un outil puissant pour créer des réponses communes à des problèmes communs liés à une ressource commune, il devient important d'adhérer à la Convention sur l'Eau afin de tirer meilleur profit;
- ✓ Le BASM joue un rôle essentiel dans le renforcement de la résilience climatique de la région.

Secteur	Guinée-Bissau	Gambie	Sénégal	Mauritanie
Pays	> 80%	100%	84% (y compris bétail)	> 80%
Urbain (%)	Principalement des eaux souterraines, bien que les forages profonds soient limités aux grandes villes	100%	50 des 66 centres urbains gérés par la SONES sont alimentés par les eaux souterraines	Principalement les eaux souterraines (sauf pour Nouakchott et Rosso, situés sur le fleuve Sénégal)
Rural	~ 100%	100%	~ 100%	~ 100%
Ville Capitale	100%	100%	~ 50%	~ 33%

Objectifs

Concevoir un projet commun visant à initier la gestion concertée du BASM contenant des composantes de développement, d'un cadre juridique et institutionnel de coopération

a)-Améliorer la gestion Intégrée et durable de la ressource stratégique;

b)-Renforcer la gouvernance pour la coopération dans le domaine de l'eau, la protection des ressources en eau et leur utilisation équitable et efficace;

c)-Renforcer l'engagement politique et concevoir des mécanismes de financement durables.

Mise en œuvre et mesures prises

- ❑ **Février 2019: Initiation du dialogue politique** à travers une table ronde sur la collaboration transfrontière sur le BASM (Genève, février 2019)
 - Etat des lieux des défis et besoins, première discussion les bénéfices du renforcement de la coopération sur le BASM
- ❑ **Octobre 2019: Formalisation du dialogue régional**
 - Sous mandat des ministres de l'eau des 4 pays, **création d'un Groupe de travail régional (GTR)** – plusieurs réunions (en ligne et en présentiel) entre mai 2020 et septembre 2021
 - Mandat : impulser une coopération transfrontière pour l'instauration d'un mécanisme pérenne de gestion concertée transfrontière
- ❑ **Le processus d'adhésion à la Convention sur l'eau** de certains pays bénéficiaires du BASM a facilité le processus de dialogue et de mise en œuvre du projet (Guinée Bissau a finalisé son processus en juin 2021)
- ❑ **29 Septembre 2021 (en marge de la Réunion des Parties à la Convention) : Signature d'une déclaration ministérielle sur le BASM** par les 4 ministres de l'eau et adoption d'un programme régional conjoint de coopération transfrontière sur le BASM (coût 8 855 000 USD)

Résultats atteints

Les résultats (à ce jour) de ce projet sont les suivants:

- **Création d'un Groupe de travail regional** favorisant le dialogue et l'échange régulier d'information entre les Etats ainsi que la planification stratégique
- **Signature d'une Déclaration ministérielle sur le BASM:** le projet a contribué à renforcer le plaidoyer politique sur les eaux souterraines auprès des hautes autorités
- **Renforcement de la coopération inter-bassin:** l'OMVG et l'OMVS assurent le secrétariat du GTR (signature d'un Protocole d'entente entre les deux OBTS le 30 octobre 2023)
- **Renforcement de capacités des Etats et des OBTs** sur la gestion des eaux souterraines
- **Les bases de la coopération sur le BASM sont jetées** (négociation en cours d'un arrangement juridique contraignant sur le BASM à l'horizon 2025 avec l'appui de la Convention sur l'eau) ;
- **Mobilisation de plusieurs partenaires:** Banque mondiale, GEF etc.

Leçons apprises

- ❑ L'adhésion à la Convention sur l'Eau a été un facteur d'accélération de la coopération sur le BASM pour la Guinée Bissau; en effet la Convention a fourni une plateforme utile pour entamer un dialogue politique avec tous les Etats riverains en engageant les autorités au plus haut niveau (Déclaration ministérielle). Pour avancer dans la coopération sur les eaux souterraines, il est important d'allier la dimension technique à un fort engagement politique;
- ❑ Le dialogue sur la BASM a la particularité d'avoir été initié et conduit par les Etats au sein du GTR. Les partenaires (Convention sur l'eau, Geneva Water Hub, IGRAC, OSS, BM, etc.) facilitent leur travail. La mise en place du GTR a donc permis une meilleure appropriation et engagement des Etats pour le bénéfice des populations

Recommandations pour une mise à l'échelle

- ❑ Nous recommandons aux pays non signataires de la Convention sur l'Eau d'adhérer à la Convention afin de bénéficier des avantages qu'elle offre. En effet, la Convention promeut les principes de La GIRE et par le biais de son mécanisme institutionnel, elle accompagne les Etats dans leur application
- ❑ Le modèle reposant sur le dialogue politico-technique tel que mené sur le BASM peut servir d'exemples pour accélérer les progrès dans l'atteinte des objectifs de développement durables en matière de coopération transfrontière notamment sur les eaux souterraines (Les Etats membres du BASM, y compris la Guinée Bissau, ont ainsi pu validé, en concertation, les indicateurs sur la coopération sur les eaux souterraines lors du dernier exercice de rapportage)

Merci de votre attention

